

Audit légal et missions connexes

Jordan GUEDIGUI

Commissaire aux comptes

Alan RODOLPH

Commissaire aux comptes

17, rue de Nevers
75006 PARIS
Tél : 01 42 01 35 66
contact@auditeurs-advisory.com

AIR PAYS DE LA LOIRE

Association

Siège social : 5, rue Edouard Nignon

44300 NANTES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Audit légal et missions connexes

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association AIR PAYS DE LA LOIRE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association AIR PAYS DE LA LOIRE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Audit légal et missions connexes

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction de l'association d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association AIR PAYS DE LA LOIRE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de faire cesser l'activité l'association.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

Audit légal et missions connexes

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 1^{er} juin 2025

AUDITEURS ASSOCIES CAC
Le Commissaire aux comptes


Jordan GUEDIGUI

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement	126 537	126 537	0	0
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	364 211	361 809	2 402	8 246
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
		TOTAL	490 749	488 346	2 402	8 245
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	2 680 622	1 507 206	1 173 415	1 255 159
		Inst.techniques, mat.out.industriels	6 474 196	4 568 697	1 905 499	1 708 790
Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes	14 230		14 230	21 221	
	TOTAL	9 169 049	6 075 904	3 093 145	2 985 172	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	7 716		7 716	7 579	
	Autres titres immobilisés					
	Prêts					
	Autres	13 816		13 816	3 816	
		TOTAL	21 533		21 533	11 395
		Total I	9 681 331	6 564 251	3 117 080	3 004 813
Actif circulant	Stocks et en cours		107 676	20 989	86 687	76 612
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 231 170		1 231 170	1 326 639
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	823 030		823 030	277 060
		TOTAL	2 054 201		2 054 201	1 603 700
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
Disponibilités		1 166 760		1 166 760	1 093 823	
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	42 703		42 703	35 230	
		Total II	3 371 342	20 989	3 350 352	2 809 367
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		13 052 674	6 585 240	6 467 433	5 814 180
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	459 933	459 933
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	574 666	508 829
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	43 496	65 837
	Situation nette (sous-total)	1 078 095	1 034 599
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 982 560	2 031 668
	Provisions réglementées		
Total I		3 060 656	3 066 268
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées	177 337	177 337
Total I bis		177 337	177 337
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 055 421	1 055 421
Total II		1 055 421	1 055 421
Provisions	Provisions pour risques	93 110	99 188
	Provisions pour charges	202 879	219 110
	Total III	295 989	318 298
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	348 530	458 303
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	356 861	246 781
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	366 424	288 870
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	8 538	
	Autres dettes	69 168	27 108
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	728 507	175 792
Total IV		1 878 029	1 196 856
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		6 467 433	5 814 180
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	1 324 901	1 348 695
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	1 232 344	1 203 420
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 286 445	1 181 833
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		15
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	62 376	10 090
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	415 244	352 851
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	4 321 312	4 096 907
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 188 462	1 010 409
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	170 030	144 517
	Salaires et traitements	1 701 638	1 468 100
	Charges sociales	662 220	534 907
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	517 945	449 019
	Dotations aux provisions	25 144	61 755
	Reports en fonds dédiés		344 064
	Autres charges	12 889	6 916
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	4 278 331	4 019 690
1. Résultat d'exploitation (I-II)		42 981	77 216

Association Air Pays de la Loire

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 139	4 867
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	12 139	4 867
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	11 629	14 475
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	11 629	14 475
2. Résultat financier (III-IV)		510	-9 608
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		43 491	67 607
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	4	1 152 1 150
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	4	2 302
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	4 073
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	0	4 073
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		4	-1 770
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		4 333 456	4 104 077
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		4 289 960	4 038 240
EXCÉDENT OU DÉFICIT		43 496	65 837
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		132 699	132 699
Bénévolat			
Total		132 699	132 699
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature		132 699	132 699
Personnel bénévole			
Total		132 699	132 699

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

1. Mission d'intérêt général

Dans le cadre législatif en vigueur, notamment précisé par la Loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie et les textes pris pour application, ou pour répondre aux besoins de ses membres validés par ses instances délibératives, l'Association a pour objet d'assurer :

- L'évaluation de la qualité de l'air dans sa zone de compétence au regard de substances pouvant entraîner des effets nocifs sur la santé et l'environnement ; cette évaluation porte principalement sur la connaissance :
- Des émissions polluantes, des gaz à effet de serre et des déterminants de l'énergie associés,
- Des concentrations d'indicateurs de pollution atmosphérique dans l'air extérieur ou intérieur,
- Des niveaux d'exposition des populations à la pollution atmosphérique,
- Des déterminants et impacts de la pollution de l'air en lien avec les structures compétentes concernées.

Par :

- La mise en œuvre de tous moyens d'observation, de calcul, de simulation, de prévision ou de description permettant une caractérisation objective de l'état de la qualité de l'air de la région des Pays de la Loire ;
- La réalisation de bilans, d'études et d'expertises contribuant à la connaissance et l'amélioration de la qualité de l'atmosphère (air et climat) permettant d'aider à la décision et d'accompagner les démarches de planification dans ces domaines ;
- La mise à la disposition systématique, la diffusion et la communication de toutes informations, bilans études et expertises produites auprès des autorités compétentes et plus largement auprès du public ;
- Si l'Etat lui en a délégué la mission, l'Association, peut mettre en œuvre, à l'aide du dispositif dont elle a la charge, des procédures d'informations auprès des autorités compétentes et du public lorsque des valeurs seuils de pollution de l'air sont dépassées ou risquent de l'être sur sa zone de compétence.

2. Collaborations et échanges

L'association peut développer des collaborations et des échanges régionaux, nationaux ou internationaux notamment avec des organismes prenant part à l'étude, à la recherche sur la pollution de l'air, son comportement, sa prévention et ses effets.

3. Prestations

En dehors de ses missions principales décrites aux alinéas 1 et 2 du présent article, l'Association peut être amenée de façon accessoire à intervenir pour le compte de tiers et à rendre des services à caractère économique à ses membres ou accessoirement à des tiers dans des conditions compatibles avec son caractère non lucratif.

Les services concernés peuvent être des prestations d'étude, des prestations de mesure, des prestations de maintenance d'appareillage, des prestations de communication et de formation.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Produire des données et des bilans de surveillance
- Apporter des expertises et aider aux décisions
- Informer et communiquer
- Anticiper et participer aux projets novateurs.

Le périmètre des activités ou missions sociales s'est exercé au sein de la Région des Pays de Loire.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

3.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif n'est intervenu post clôture.

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4.1.1 Changement de règles et méthodes comptables

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.

4.1.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

— Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

5 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- D'appréhender son legs ;
- D'avoir droit aux fruits ;
- De s'en prévaloir.

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

5.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

5.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentatio ns (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	490 749	-	-	-	490 749
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	2 690 380	4 151	13 909	-	2 680 623
	Install. Tech., mat., outillage	5 202 811	410 996	812 901	-	4 800 905
	Install. générales, ag. Am. divers	944	-	-	-	944
	Matériel de transport	479 134	49 045	12 794	-21 222	536 606
	Mat bur., informatique, mobilier	998 459	141 654	4 373	-	1 135 741
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	21 222	14 230	-	21 222	14 230
	Total III	9 392 951	620 076	843 977	-	9 169 050
Immobilisations financières	Participations	7 579	137	-	-	7 717
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	3 817	10 000	-	-	13 817
	Total IV	11 396	10 137	-	-	21 533
Total général		9 895 096	630 213	843 977	-	9 681 332

5.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	482 503	5 844	-	488 347
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	1 435 221	85 895	13 909	1 507 207
	Install. Tech., mat., outillage	3 813 512	351 148	812 901	3 351 758
	Install. générales, ag. Am. divers	944	-	-	944
	Matériel de transport	429 959	20 465	12 794	437 630
	Mat bur., informatique, mobilier	728 143	54 595	4 373	778 365
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	6 407 779	512 102	843 977	6 075 904
Total général		6 890 282	517 946	843 977	6 564 251

5.1.3 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	
Créances rattachées à des participations	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	
Autres titres immobilisés	7 717
Prêts et dépôts, cautionnements	13 817

5.1.4 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

5.1.4.1 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	482 503	5 844	-	-	-	488 347
Corporelles	6 407 779	512 102	-	843 977	-	6 075 904
TOTAL	6 890 282	517 946	-	843 977	-	6 564 251

5.1.5 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

5.1.5.1 Frais d'établissement

Aucun frais d'établissement n'est inscrit à l'actif.

5.1.6 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède aucun titre de participation.

5.2 Actif circulant

5.2.1 État des stocks

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matériels et fournitures consommables	107 677	20 990	86 687
TOTAL	107 677	20 990	86 687

5.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	23 188	-	2 198	20 990
Usagers	12 726	-	12 726	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL	35 914	-	14 924	20 990

5.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

5.2.3.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 42 704 €.

5.2.3.2 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 1 653 794 € et se détaillent ainsi :

• Factures à établir :	875 638 €
• Rabais, remises à obtenir :	4 235 €
• Subvention équipement à recevoir :	35 898 €
• Subvention fonctionnement à recevoir :	738 023 €

5.3 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement CRC 99-01.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

5.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	459 933				459 933
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	508 829	65 837			574 666
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau					
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Excédent ou déficit de l'exercice	65 837	-65 837	43 496		43 496
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Situation nette	1 034 599		43 496		1 078 095
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 031 668		442 701	491 808	1 982 561
Provisions réglementées					
TOTAL	3 066 268		486 197	491 808	3 060 656

5.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	8 429 861	442 701	76 579	8 795 983
Quotes-parts virées au résultat	6 398 192	415 231		6 813 423
Montant net en fonds propres	2 031 668	27 470	76 579	1 982 560

5.4 Fonds reportés et dédiés

5.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	25 500					25 500	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS							
Contributions pour renouvellement des immobilisations							
Autres contributions financières affectées							
Contributions financières d'autres organismes	1 029 921					1 029 921	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 055 421					1 055 421	

5.4.2 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Nature des réserves et provisions	Montant début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Montant fin (D)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques	99 188		6 077	93 111
Provisions pour charges	219 110	25 144	41 375	202 879
TOTAL	318 298	25 144	47 452	295 990

5.4.3 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	202 879		202 879
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes. Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3,42 %,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2 %,
- Turnover : faible,
- Taux de charges sociales : 50 % pour les salariés cadres et non-cadres
- Mortalité : le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles.

5.5 Dettes

5.5.1 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation pour 728 508 €.

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice dans un compte « Produits comptabilisés d'avance ». Elle est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis.

5.5.2 Charges à payer

Les charges à payer sont composées des éléments suivants :

Intitulés	Montant
Factures non parvenues	154 169
Dettes provisionnées pour congés à payer	28 670
Charges sociales sur congés à payer	13 475
AGEFIPH à payer	24 710
Formation continue à payer	1 185
Etat – autres charges à payer	9 593
TOTAL	231 802

5.6 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	13 817		13 817
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	1 231 171	1 231 171	
	Autres	823 031	823 031	
Charges constatées d'avance		42 704	42 704	
TOTAL		2 075 735	2 061 918	13 817

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	348 530	88 592	259 938	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		356 861	356 861		
Dettes fiscales et sociales		366 425	366 425		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		8 538	8 538		
Autres dettes		69 168	69 168		
Produits constatés d'avance		728 508	728 508		
TOTAL		1 878 030	1 618 092	259 938	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	109 774
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

6 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

6.1 Produits du compte de résultat

6.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Notre l'entité peut justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, ainsi conformément à l'article 142-1 du règlement ANC n°2018-06 cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

6.1.2 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services sont toutes effectuées en France.

6.1.3 Produits de tiers financeurs

6.1.3.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

6.1.3.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en « produits constatés d'avance ».

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

6.1.3.3 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation		932 016	40 000		314 429
Subvention d'investissement					

6.1.4 Autres produits

Les Autres produits comprennent notamment les quotes-parts de subventions d'investissements ramenées au compte de résultat pour un montant total de 415 231 €.

6.2 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme, pour exemple, la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Equipement matériels et logiciels		12 778
Alimentation en courant des stations		3 516
Locaux et charges locatives des stations		43 183
Sous-traitance analyses MERA		86 000
Total		145 477

6.3 Résultat Financier

Le résultat financier de 2024 est de 510 €, il est essentiellement composé des intérêts d'emprunts, atténué par les produits financiers de placements.

6.4 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2024 est de 5 €.

6.5 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

6.5.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	11 028
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	11 028

7 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

7.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	28	
Agents de maîtrise et Techniciens	8	
Employés	1	
Ouvriers		
TOTAL	37	

9 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

9.1 Engagements financiers donnés et reçus

Nature d'engagements	Donnés	Reçus
Avals		
Cautionnements		
Créances cédées non échues		
Garanties d'actif et de passif		
Clauses de retour à meilleure fortune		
Engagements consentis l'égard d'entités liées		
Engagements en matière de pensions ou d'indemnités assimilées (non provisionnés)		
Engagements assortis de sûretés réelles	650 000	
Engagements pris fermes sur titres de capital et non-inscrits au bilan		
Engagements résultant de contrats qualifiés de « portage »		
Engagements consentis de manière conditionnelle		

10 Informations relatives aux opérations de nature spécifique (informations optionnelles et conditionnées à la réalisation de l'opération)

10.1 Information sur l'absence d'obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153 K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public ;